– Bonjour Alain Bauer, vous êtes professeur émérite de Criminologie au Conservatoire national des arts et métiers et spécialiste des questions de sécurité. D'abord, quelques mots de la situation en France, une situation que vous connaissez bien. Est-ce que Alain Bauer, et j'irai directement au sujet, on est au bord d'une sorte de guerre civile en France ?

– Je ne crois pas qu'on est au bord de la guerre civile mais la France c'est mille ans de Jacqueries, c'est un pays où l'État n'a jamais su négocier avec la société civile.
D'abord, il a construit la nation et puis il lui a dit qu'il s'occupait de tout et qu'elle ne devait surtout s'occuper de rien. Et donc, pour qu'il réagisse à un mouvement social, quel qu'il soit, il faut qu'il soit sérieux. Pour qu'il soit sérieux, il faut qu'il y ait de la casse.
S'il n'y a pas de casse, ce n'est pas sérieux. Donc, l'État n'a jamais négocié par anticipation, il attend le rapport de force. Alors, historiquement, avec les organisations paysannes, puis les organisations ouvrières, d'abord il a envoyé la troupe tirer dans le tas, puis les gendarmes sabrer à cheval, puis il a inventé une sorte de police du maintien de l'ordre qui a commencé à réduire l'ampleur des dégâts collatéraux des morts et des blessés.
Mais l'État ne sait pas négocier. Il ne sait pas négocier avec les étudiants, il ne sait pas négocier avec les pompiers, il ne sait pas négocier avec les infirmières, il ne s'est sait pas négocier avec les enseignants, il ne sait pas négocier avec les transporteurs routiers, il ne sait pas négocier avec les agriculteurs. Et donc, quand il a des problèmes sur à peu près tout en même temps, c'est-à-dire quand l'ensemble des services publics sont impactés et généralisés de l'ensemble de la population, eh bien, il coagule des colères, mais il n'est pas face à une convergence des luttes.
Donc, il a des mouvements qui vont comme ci, comme ça, qui durent en général une dizaine ou une quinzaine de jours. C'est valable en 68, c'est valable en 86, c'est valable en 93, en 95. Tout le monde a oublié la génération Nahel en 2023, tout le monde.
C'est très étonnant, d'ailleurs, cette amnésie générale. 50 000 émeutiers, 10 jours de casse, un milliard d'euros de dégâts, des milliers de bâtiments détruits. Eh bien, nous sommes face, là, aujourd'hui, à une génération scolaire qui, est en partie, Nahel, un reste de gilets jaunes qui n'ont toujours pas digéré le fait de ne pas être allé au bout de ce qui le demandait, plus la crise de l'essence, l'effondrement des services publics.
L'État gère comme d'habitude avec les mêmes méthodes. Et là, il va commencer à négocier, donc probablement à lâcher suffisamment de lest pour qu'éventuellement, ça se calme. C'est aujourd'hui, donc, les négociations avec les syndicats lycéens.

- **Mais on voit que cette violence monte en importance.**

- Non, elle a plutôt baissé en intensité.

- **Le 17, c'était très élevé.**

- Le 24, ça l'était moins. Le président de la République a indiqué il y a quelques heures que ça serait peut-être intense le 31. Moi, je crois que ça sera extrêmement compliqué le 5 novembre par la manifestation de toutes les colères avec les organisations syndicales, mais la quasi-totalité des professions en souffrance.

- **On verra.**

- - Non, ce sont des processus, je dirais, de montagne russe. Ça monte très fort, ça baisse.

En fait, ce qu'il y a, c'est qu'il y a plusieurs populations qui sont dans la colère sociale. Ceux qui ont une revendication et qui manifestent en général plutôt joyeusement et dans la bonne humeur. Ceux qui viennent casser, qui ont une logique d'atteinte aux institutions ou à ses représentants.
Ceux qui viennent piller et qui ne viennent que si la masse sociale et la casse sont suffisantes pour arriver, faire leur course. Et puis, des petits opérateurs qui ont des intérêts personnels et particuliers. Dans ce cas précis, ceux qui ont brûlé les écoles sont plutôt des exclus du système scolaire.
Petite main des offres du narcotrafic pour certaines d'entre elles et qui sont venus régler des comptes avec les établissements qui les avaient exclus et qui, d'ailleurs, ont fait des petites opérations commando en allant brûler d'autres établissements. C'est le cumul de toutes ces populations qui posent problème. Mais chacune prise isolément pose les mêmes problèmes que d'habitude.
Là, c'est le fait qu'on est dans une crise totale. Toutes les crises non terminées dans les épisodes précédents, groupées en un seul moment particulier, qui est en plus celui où l'État n'a plus d'argent, où l'essence est à son plus haut, où le diesel, le gazole, bref, toutes ces crises cumulées. Et puis, si vous regardez l'ensemble des services publics, il y a la promesse de l'État en France, la promesse absolue de l'État.
Il n'y en a plus un qui fonctionne bien, sauf la perception de l'impôt, ce qui n'est pas celui qui rend les Français les plus heureux.

- **Et le président de la République lui-même, Emmanuel Macron, a mis en cause la gauche radicale.**

- Ça, c'est pas la peine de me poser des questions, je ne réponds jamais sur la politique.

– C'est-à-dire ?

– Je ne réponds jamais sur les questions politiques.

– Il n'y a pas un parti politique qui peut... Par exemple, on a entendu Bali bBagayoko, le maire de Saint-Denis, qui dit que la violence peut être légitime dans certaines circonstances.

– Et l'histoire de la violence fait qu'elle est parfois légitime.
Il y a plusieurs violences, entre le besoin, l'envie et le plaisir. Vous savez, le criminologue de base, même en troisième année de licence, il sait à peu près qu'il y a une violence sociale, la violence de Jean Valjean contre les Ténardiers, la violence du peuple qui pousse à la révolution parce qu'il s'exerce contre une violence plus grande encore. La violence qui nous a permis de passer de sujet à citoyen, c'est une excellente violence.
C'est la violence qui nous permet d'être libres, dans un processus maîtrisé, mais quand même. Après, les autres violences ne le sont pas. La violence contre les forces de l'ordre ne l'est pas. La violence contre mes collègues enseignants ne l'est pas. La destruction des bâtiments publics ne l'est pas. Mais donc, voilà, cette idée est aussi vieille que Victor Hugo racontant les misérables.

– **Oui, ça veut dire que l'État n'a pas le monopole de la violence légitime.**

– L'État n'a pas le monopole de la violence légitime car l'État exerce lui-même parfois une violence illégitime. Donc, le droit à la révolte existe, y compris dans d'autres constitutions.

– À condition de savoir qui définit ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas.

– Celui qui gagne à la fin.

– Ah ! Au moins, les choses sont dites.

– C'est toujours été comme ça. Ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire. Mais je veux dire par là que je suis un opposant à toute forme de violence, à condition que l'État n'en exerce pas une contre moi en m'empêchant la liberté de manifester, la liberté de voter, la liberté d'exprimer mes opinions.
En contrepartie, je n'ai pas le droit à la violence pour empêcher celui qui a une opinion inverse à la mienne de l'exprimer.

– Oui, parfois, la violence des mots, est-ce qu'elle peut entraîner une violence de fait ? On l'a vu dans l'histoire.

– Le droit français, à la différence du droit anglo-saxon, punit la violence des mots et pas seulement la violence des faits.

– Donc dans ce cas, les politiques peuvent avoir une responsabilité.

– Tous ceux qui incitent à la violence ont une responsabilité, mais inciter à la violence ou reconnaître l'existence de la violence n'est pas exactement la même chose.

– Oui, mais est-ce qu'ils peuvent se dédouaner pour autant des conséquences parfois des actes qui sont commis au nom des mots qu'ils emploient ?

– C'est un débat politicien, ce n'est pas mon métier.

– Oui, mais là, on a vu un attentat à Trappes et on a vu immédiatement le président de la République qui a mis en cause finalement un climat ambiant, y compris un discours politique qui peut-être aurait conduit à cet acte fou et raciste.

– Il a raison, il y a un climat extraordinairement violent de polarisation de la société, en France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en Allemagne et dans d'autres pays. C'est sûr que l'absence de réponse aux colères sociales amène mécaniquement à la production… Vous savez, un mouvement social, ça accouche d'une génération politique, d'une avant-garde radicale et d'une réponse autoritaire.
C'est toujours comme ça. Et après, la réponse autoritaire, vous avez soit le dialogue et la désescalade, soit la révolution.

– Oui, là, la personne en question, mais l'enquête n'est pas terminée, souffrirait de schizophrénie, aurait pris des substances…

– L'enquête n'est pas terminée, pas de commentaire.
Je ne suis pas un politicien de plateau. Je ne commente pas ce que je ne sais pas. Je sais que ça peut surprendre. Ah ben, vous pouvez y aller encore 12 fois, ça ne marchera pas plus.

– Mais Alain Bauer, vous le dites vous-même, qu'il y a ce climat…

– Oui, le climat n'explique pas chaque cas individuel entre ceux qui agissent au nom d'une idéologie et ceux qui, éventuellement, souffrent d'une maladie mentale. Comme je n'en sais rien et que ce ne sont que des hypothèses de travail, on va attendre d'avoir des éléments concrets.

– Mais vous dites, si je vous comprends bien, qu'au fond, c'est l'État qui est quand même responsable, parce qu'il n'a pas su négocier à temps et qu'au fond, il est responsable de la situation.

– Dans la problématique du dialogue social en France depuis 1000 ans, l'État n'a jamais su négocier avant qu'une crise devienne violente, pas plus cette fois-ci que les fois précédentes.

– Oui, et la réponse, c'est les forces de l'ordre ?

– La réponse, c'est ce qu'il a sous la main.
Donc, les archers du roi pour la première révolte à la Sorbonne au XIIIe siècle, l'armée qui tirait dans le tas pour la révolte de viticulteurs et d'agriculteurs. Aujourd'hui, heureusement, on a des forces spécialisées qui ont pour mission, justement, le contrôle et une certaine forme de retenue et une déontologie qui s'est beaucoup améliorée depuis 1968. En contrepartie, la même capacité de retenue devra exister pour ceux qui agressent et tendent parfois de tuer des membres des forces de l'ordre.
La désescalade, ça marche dans les deux sens.

– Oui, et il y a un risque à un moment que les forces de l'ordre ne suivent plus ?

– Leur fatigue est considérable, le nombre de blessés est considérable, les tactiques de maintien de l'ordre ont peu évolué depuis, en tout cas, les Gilets jaunes et il y a toujours un moment où il faut les remettre au goût du jour.

– Oui, quand on voit les images du 17 octobre, on se dit, et c'est reconnu maintenant, y compris d'ailleurs par le gouvernement lui-même, qu'il y a eu un défaut d'anticipation, de compréhension des événements.
Est-ce que ça, au fond, ce n'est pas inquiétant de la situation de l'État quand à un moment donné, on ne perçoit pas ce qui se passe dans le pays ?

– Alors d'abord, l'État, contrairement à ce qui est indiqué, a perçu, mais il a sous-estimé, ce n'est pas la même chose. Pas voir et pas considérer l'ampleur, ce n'est pas la même chose. Quand on dit qu'il va y avoir une manifestation, il le voit.
Quand il dit qu'il va y avoir 200 000 manifestants, il le voit. Quand il y en a 400 000, 600 000 ou 800 000, il sous-estime. C'est exactement ce qui a été le cas de l'État, et pour les manifestants, plutôt joyeux et tranquilles, et pour les casseurs.
Et par contre, il n'a évidemment pas vu les pilleurs, puisque les pilleurs n'arrivent que si les premiers et les seconds submergent les forces mises en place.

– Oui, est-ce qu'on pouvait dire à ce moment-là, comme l'a dit le Président de la République, qu'il fallait faire preuve d'empathie de la part des forces de l'ordre ?

– Heureusement que les forces de l'ordre font preuve d'empathie, autrement on remettrait l'armée qui tirait dans le tas. J'attends que quelqu'un le propose d'ailleurs, parce que tous ceux

qui sont sur les plateaux expliquent qu'ils savent mieux faire le maintien de l'ordre que les autres, en étant plus durs, et voilà, en général, une fois la phrase terminée, on attend la suite qui n'arrive pas, puisque personne, évidemment, ne veut proposer qu'on tire sur des lycéens et des collégiens pour faire revenir l'ordre, en expliquant en même temps, c'est-à-dire que toutes leurs revendications sont légitimes.
Car le problème, c'est la contradiction terrible des injonctions contradictoires entre plus d'ordre, mais les revendications sont légitimes, mais l'absence de réponse n'est pas légitime, et donc on ne comprend pas la violence. La violence est dans l'absence de réponse.

– Oui, et au fond, là, on a vu une manifestation ce week-end qui s'est déroulée de manière beaucoup plus calme, même si la mobilisation est restée très forte, et finalement, la réponse, c'était donc des forces de l'ordre mieux organisées et plus nombreuses.

– Oui, mieux proportionnées d'un point de vue du nombre, de la quantité, de l'estimation, du renseignement, mais la mobilisation a été considérable. Et voilà, on verra la suite.

– Est-ce qu'on peut craindre, on a vu des commerçants s'armer, on a vu des magasins pillés, et puis aussi d'autres qui cherchaient à se défendre, est-ce qu'au fond, il y a ce risque ?

– Ce risque existe d'abord, parce que la sécurité en France, elle a doublé de volume depuis 1990, au moment où l'État a commencé à lui sous-traiter, sans rien demander à personne, toute une série de missions dans les ports, les aéroports, sur la protection de l'entrée des magasins après les attentats.
Donc, il n'y a pas de surprise particulière pour ce qui est de l'appel à la sécurité privée. Après, quand l'État est submergé, hélas, les commerçants, ils mettent des panneaux de bois ou ils restent dans leur commerce. La seule chose qu'il leur est vivement recommandée, c'est justement de ne pas aller au-delà, et de faire en sorte et d'espérer, ce qui a été le cas ce week-end, que la police puisse reprendre le contrôle du terrain.

– Oui, mais au fond, est-ce que l'État est suffisamment fort pour un mouvement qui peut durer dans le temps ? Est-ce qu'à un moment donné, c'est un rapport de force ?

– L'État, il a dégarni les CRS et les gendarmes mobiles, il y en a moins qu'avant, il y a moins d'agents dans chaque section, moins de sections dans chaque compagnie, moins de compagnies disponibles dans l'organisation initiale. Donc, il s'est appauvri lui-même avec l'idée un peu étonnante que la violence disparaîtrait par l'opération du Saint-Esprit… laïque, en ce qui me concerne. Mais voilà, donc là, il est face à ses propres contradictions et au propre besoin qu'il a de revoir sa doctrine du maintien de l'ordre.
Mais comme à chaque épisode précédent.

– Oui, le Président de la République a dit, accusé certains de vouloir faire tomber la République. On en est à ce niveau-là ?

– Pas plus de réponses sur cette question que sur les autres, vous savez.
La politique n'est pas mon métier, la politique politique.

– La République, c'est votre sujet, comment la République pourrait chuter ?

– Non, la question n'est pas la République, la question c'est l'État. Si l'État redevient ce qui est sa promesse initiale, il protégera le régime républicain.

– Mais qu'est-ce que ça serait une chute de l'État ou une défaillance de l'État ?

– Qu'il n'arrête plus à contrôler la rue, du tout.

– Oui.

– Le régalien, c'est la protection des institutions, ça marche encore.
La protection des frontières, nous avons sous-traité. La protection de la monnaie, nous avons sous-traité. La protection des personnes et des biens, c'est le sujet qui est aujourd'hui en cours de discussion.
Donc le retour à l'État, c'est le retour à un État fort et qui s'appuie justement sur une police et une gendarmerie qui font plutôt de la gestion démocratique des foules que de la gestion du chaos.

– Oui. Et vous diriez, il y a un avant et un après de ce qui vient de se passer ou pas ?

– L'amnésie est un problème généralement répandu.
Rien ne s'est passé avant, pas grand-chose après. Nous ne traitons que du moment. Non, non, moi, je vois les choses sur le temps long et le temps long ne dit pas ça.

– Merci beaucoup Alain Bauer d'avoir été notre invité.

– Merci à vous.